

## Déclaration préalable de l'UNSA Education CTPD du 8 septembre 2011

Quand le maître mot affiché lors de cette rentrée par nos dirigeants, du Ministre à nos hiérarchiques, est « sérénité », l'UNSA Education, elle, juge celle-ci totalement calamiteuse et son maître-mot est : **Il faut que cela change !**

### **Trop, c'est trop !**

Trop de fermetures de classes se traduit par trop d'élèves par classe.  
**C'est intolérable !**

Trop de travail pour les directrices et directeurs d'école se traduit par la suppression de l'aide administrative et le renvoi au chômage des personnels EVS, pourtant déjà précaires.

### **C'est inadmissible !**

Seul le SE-UNSA est légitime pour exiger auprès du Ministre le respect du protocole d'accord de 2006 puisque, seul le SE-UNSA l'a signé. Rappelons-le, ce protocole acte le besoin d'une aide administrative dans nos écoles ainsi que les décharges de direction à partir de 4 classes.

Trop d'élèves en difficulté se traduit par le démantèlement des RASED. Ils sont fragilisés avant de peut-être disparaître quand on fera le constat de leur inefficacité car, pas assez de RASED va se traduire par une prise en charge amoindrie de la difficulté scolaire.

### **C'est incompréhensible !**

Trop de dépenses pour une véritable formation professionnalisante des enseignants se concrétise par une réforme liée à la masterisation, une prise de fonction des personnels dans les pires conditions et une calamiteuse opération de communication pour le recrutement des enseignants.

### **C'est inacceptable !**

Trop d'école maternelle pouvant sûrement nuire aux jeunes enfants, décision est prise de leur interdire l'école !

### **C'est révoltant !**

Trop de fonctionnaires au sein de l'éducation nationale et on continue à n'en remplacer qu'un sur deux en prenant bien garde de choyer l'enseignement privé au mépris de la laïcité, principe fondateur de notre République.

### **C'est insupportable !**

Par conséquent, L'Unsa-Education et le SE-Unsa exigent :

- un budget à la hauteur des ambitions de notre nation pour son système éducatif public
- des emplois en conséquence pour que cessent les fermetures de classes injustifiées
- un véritable secrétariat administratif pour l'aide à la direction d'école
- un engagement fort du ministère pour maintenir et développer les RASED ainsi que toutes les structures permettant d'accueillir les élèves en situation de handicap
- l'abaissement de l'âge de la scolarisation obligatoire à 3 ans et la prise en compte des tout-petits dans les effectifs.

Nos dirigeants sont sourds face à nos revendications, prennent des décisions à contre courant de ce qu'il faudrait pour l'école de la République. Alors oui, nous affirmons clairement « **il faut que cela change** » et nous serons dans la rue le 27 septembre pour nous faire entendre.

